Les religieux en force en Israël

Alain Dieckhoff

▶ **To cite this version:**

Alain Dieckhoff. Les religieux en force en Israël. Études : revue de culture contemporaine, 2023, 2023/7-8 (4306), pp.19-28. hal-04163496

HAL Id: hal-04163496
https://sciencespo.hal.science/hal-04163496

Submitted on 17 Jul 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Les religieux en force en Israël

Alain Dieckhoff

CERI – Sciences Po/CNRS

Etudes*, 2023/7-8 (juillet-août), pp. 19-28*

Le 1er novembre 2022, les Israéliens se sont à nouveau rendus aux urnes. C'était la cinquième fois depuis avril 2019 qu'ils élisaient leurs députés. Les trois premiers scrutins (avril 2019, septembre 2019, mars 2020) avaient abouti à une impasse complète, le Likoud et ses alliés faisant jeu égal avec son opposant de centre gauche Yesh Atid, (Il y a un avenir) et ses partenaires. Le scrutin de mars 2021 devait être plus fructueux puisque Yair Lapid, leader de Yesh Atid allait réussir le tour de force de constituer une coalition anti-Nétanyahou pouvant compter sur 62 députés (sur 120). Mais cette coalition était d'emblée fragile puisqu'elle réunissait le nombre record de huit partis allant de la gauche progressiste à la droite religieuse en passant par la formation russophone Israel Beitenou et le parti islamiste Ra'am. La défection graduelle d'élus de la droite religieuse devait amenuiser l'assise parlementaire de la coalition et conduire finalement à de nouvelles élections.

Cette fois-ci le résultat était clair. Le Likoud est arrivé nettement en tête avec 32 sièges alors que Yesh Atid en obtenait 24. Le premier avait en outre un gros avantage : sa capacité a formé une coalition était bien plus grande. En effet, il pouvait agglomérer autour de lui les formations ultra-orthodoxes, Shas (11 sièges) et Judaïsme unifié de la Torah (7 sièges), et surtout la liste du sionisme religieux qui avec 14 sièges a fait une entrée remarquée à la Knesset. Avec 64 députés, Nétanyahou qui est redevenu Premier ministre, dispose d'une majorité idéologiquement compacte face à une opposition divisée où la gauche est très faible (4 députés pour le parti travailliste, cinq pour la liste autour du Parti communiste ancré dans la minorité arabe d'Israël). Toutefois, cette majorité parlementaire confortable ne l'a pas mis à l'abri de tourments considérables. En effet, le gouvernement souhaitait engager une réforme de la justice qui devait entre autres limiter la capacité de la Cour suprême à invalider des lois et des décisions de l'exécutif et changer le système de nomination des juges en donnant plus d'autorité au pouvoir politique. Après des semaines de manifestations ininterrompues, de blocages, de grèves, après des pétitions de juristes, d'entrepreneurs du high-tech, d'hommes d'affaires, après des appels de soldats à refuser d'effectuer leurs périodes de réserve,

Benyamin Netanyahou finit par annoncer fin mars la suspension provisoire de la réforme afin de trouver un compromis. Il est trop tôt pour dire si cette crise constitutionnelle et politique est derrière nous, mais il est certain qu'elle laissera des traces. La protestation a été si massive parce qu'elle a mobilisé un nombre considérable d'Israéliens laïcs, légitimement inquiets pour la protection de leurs libertés individuelles, face à la consolidation d'un « pôle identitariste » qui entend renforcer l'identité collective juive de l'Etat. Dans ce pôle, on trouve des partis laïcs, comme le Likoud qui a depuis longtemps abandonné le libéralisme politique qu'il avait longtemps défendu, mais aussi la formation russophone Israël Beitenou d'Avigdor Lieberman (quand bien même elle se situe aujourd'hui dans l'opposition par incompatibilité d'humeur entre son leader et Benjamin Nétanhyahou). On y trouve surtout les partis religieux qui ont obtenu en 2022 trente-deux sièges, soit un quart des sièges à la Knesset (120 députés). Ces partis ont toujours été présents dans la paysage politique israélien mais, aujourd'hui, ils le sont plus que jamais. Entre 1949 et 1992, ils obtenaient entre 10 et 18 députés ; entre 1996 et 2009, ils obtiennent en moyenne 22-23 mandats ; depuis le scrutin de 2013, ils tournent fréquemment autour de trente mandats[1]. Leur représentation parlementaire s'est donc clairement renforcée, signe de la vitalité de cette subculture religieuse répartis aujourd'hui en trois courants principaux (sionisme religieux, ultra-orthodoxie ashkénaze, traditionnalisme sépharade).

L'ascension du sionisme religieux

Le fait le plus significatif des dernières élections a été l'audience importante obtenue par la liste du sionisme religieux, avec 14 sièges. Le courant du sionisme religieux qui s'attache à conjuguer engagement politique et observance religieuse est très ancien[2], mais il a connu une mutation profonde après la victoire militaire d'Israël en 1967 qui, en permettant un contact renouvelé avec Jérusalem et la Judée-Samarie, a suscité un réveil messianique puissant. Habitée par la conviction que le triomphe d'Israël était un événement miraculeux par lequel la présence divine s'était manifestée de façon éclatante, la jeune génération des

[1] Pour des compléments sur la fortune électorale des partis religieux : Alain Dieckhoff : « Les partis religieux juifs en Israël : idéologie, électorat,organisation », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol.28, n°1-2, 2021, p. 37-57.

[2] Il s'est d'abord incarné dans le parti Mizrahi (créé en 1902) qui est devenu en 1956 le Parti national religieux lequel a laissé la place à compter des années 2010 à différentes formations (Foyer juif, Yemina…). Pour des compléments sur l'évolution récente du sionisme religieux : Samy Cohen : « Naftali Bennett et le sionisme religieux », *Etudes*, mars 2022, n°4291, p. 19-30.

sionistes religieux allait développer une perception idéo-théologique qui considére que la prise de possession de l'intégralité de la Terre d'Israël (de la Méditerranée au Jourdain) constituait une avancée qualitative dans la voie du messianisme et exigeait impérativement le développement à outrance de la colonisation juive. Cette vision fut portée, à partir du milieu des années 1970 par le groupe activiste du Gouch Emounim (Bloc de la foi) qui parvint progressivement à l'imposer à quasiment tout le camp sioniste-religieux. Un observateur remarquait il y a près de vingt ans : « le Parti national religieux [et ses successeurs] a été décrit plus d'une fois comme le parti des colons…cela est en effet clairement établi : dans les implantations au-delà de la ligne verte, le soutien pour le PNR est 3.42 fois plus élevé que le soutien moyen qu'il obtient au niveau national » [3] . Ce constat est encore plus vrai aujourd'hui qu'hier.

Qu'on en juge. Lors de dernières élections, la liste du sionisme religieux a obtenu des scores impressionnants en Cisjordanie, avec 67.44% des voix dans la colonie « historique » de Kyriat Arba, près de Hébron, très loin devant le Likoud (21.33%), et davantage encore dans les colonies religieuses comme Kedoumim (72.67%) et Beit El (83.25%)[4]. Ce basculement du sionisme religieux vers la colonisation à outrance[5] au nom d'un messianisme échevelé se traduit par le fait que ses figures politiques dominantes soient désormais des personnalités colons. Deux d'entre elles attirent plus particulièrement l'attention : Bezalel Smotrich, fils de rabbin, qui a grandi à Beit El et réside à Kedoumim et Itamar Ben-Gvir, résident de Kyriat Arba. Le premier est le représentant du courant « hardal » (nationaliste ultra-orthodoxe) qui entend conjuguer intransigeance religieuse et nationalisme extrémiste ; le second provient du mouvement kahaniste, du nom du rabbin Meir Kahane (1932-1990), et prône un suprématisme juif exacerbé. Tous deux sont favorables à terme à l'instauration d'une théocratie fondée sur la Halakha (Loi juive), méprisent ouvertement les Arabes et prônent sans aucun état d'âme l'utilisation sans vergogne de la violence contre tous les « ennemis d'Israël ». Ces deux personnages sulfureux ont obtenu des postes importants dans le nouveau gouvernement Nétanyahou. Smotrich est devenu ministre des finances mais a surtout obtenu un poste taillé sur mesure au sein du ministère de la défense, poste qui lui permet désormais

[3] Asher Cohen, "Religious Zionism and the National Religious Party in the 2003 Elections: An Attempt to respond to the Challenges of Religious, Ethnic, and Political Schism" In Asher Arian & Michal Shamir (eds), *The Elections in Israel-2003*, New Brunswick, Transaction Books, 2005, p.193.

[4] La liste du sionisme religieux a obtenu 10.84% au niveau national.

[5] Michael Feige, *Settling in the Hearts : Jewish Fundamentalism in the Occupied Territories*, Detroit (Ill.), Wayne State University Press, 2009.

d'avoir la haute main sur « l'administration civile » - organe du gouvernement militaire en Cisjordanie – qui s'occupe de la planification des colonies, du développement des infrastructures (routes, eau, électricité), des démolitions de constructions palestiniennes « illégales »…Ben Gvir, lui, a été propulsé ministre de la sécurité nationale, avec autorité sur la police dont il entend bien faire un instrument pour réprimer plus durement les citoyens arabes d'Israël – qu'il voit clairement comme une cinquième colonne – mais aussi les Palestiniens (via la redoutée police des frontières). L'objectif des deux hommes est clair : effacer toute différence de statut entre la Cisjordanie et Israël de façon à parachever l'annexion de la première. Pour que cette stratégie soit fructueuse, il est impératif de neutraliser l'action de la Cour suprême qui, même si elle a été très timorée dans la défense des droits des Palestiniens, a parfois entravé le processus de colonisation. Ainsi, en 1979 elle annula un ordre militaire de réquisition de terres palestiniennes autour d'Elon Moreh car il n'était pas justifié pour des raisons sécuritaires. A plusieurs reprises, la Cour ordonna également l'évacuation d' « avant-postes », ces colonies illégales établies, depuis une vingtaine d'années, de façon sauvage, sans autorisation du gouvernement israélien[6]. L'engagement des sionistes religieux dans la réforme judiciaire en cours n'a donc rien de surprenant : la réduction du pouvoir d'intervention des juges est indispensable à leur stratégie. L'un des leurs, Simha Rothman, résident de Pnei Kedem, un avant-poste dans le bloc d'Etzion, est d'ailleurs l'actuel président de la commission des lois de la Knesset, et à ce titre joue un rôle moteur dans la réforme.

Le nationalisme religieux est si vigoureux aujourd'hui parce qu'il dispose de canaux pour diffuser son « idéologie de rédemption ». Les institutions religieuses d'Etat (rabbinat, conseils rabbiniques, etc.) sont largement contrôlées par les sionistes religieux qui veillent au grain pour préserver la « pureté idéologique » en réaffirmant régulièrement l'interdiction absolue d'abandonner la moindre parcelle d'Eretz Israël. Ce message est aussi véhiculé par l'intermédiaire du réseau des écoles religieuses d'État que 16 % des jeunes Juifs israéliens mais surtout par les très nombreuses yechivot (collèges talmudiques), en particulier les hesder yechivot où les appelés religieux allient apprentissage militaire et étude de la Torah. L'émergence de cette nouvelle structure en 1977 a puissamment structuré le sionisme religieux autour de ses rabbins (Aharon Lichtenstein et Yehuda Amital à la yechiva Har Etzion, Haïm Druckman à la yechiva Or Etzion…). Elle a aussi facilité l'émergence d'une

[6] Rappelons que du point de vue du droit international toutes les implantations établies en Cisjordanie sont illégales, qu'elles aient été ou non approuvées par le gouvernement israélien.

génération de soldats sionistes-religieux de plus en plus présents dans l'armée israélienne : « Les officiers nationaux-religieux représentent environ 40% des officiers subalternes (jusqu'au rang de commandant de compagnie) dans les unités d'infanterie de l'armée et environ 50% des cadets diplômés des sections de combat de l'école des officiers de Tsahal. Leur présence à l'échelon supérieur est non moins impressionnante : en 2010, six des huit commandants ayant les grades les plus élevés dans la brigade d'infanterie d'élite Golani étaient des officiers nationaux-religieux »[7]. Les sionistes religieux sont bel et bien installés désormais au cœur de l'Etat d'Israël.

Le bastion ultra-orthodoxe

« Judaïsme unifié de la Torah » (JUT) est la deuxième composante religieuse présente dans le gouvernement Nétanyahou. Elle regroupe deux factions, Agoudat Israël (Union d'Israël) et Degel ha-Torah (Drapeau de la Torah), qui représentent les deux courants de l'ultra-orthodoxie ashkénaze, jadis frontalement opposés : les *hassidim*, défenseurs d'une approche plus mystique du judaïsme, et leurs adversaires, les *mitnagdim* (« opposants »), tenants d'une approche exclusivement savante du judaïsme. Face au sionisme naissant qui leur apparaissait comme une dangereuse innovation, les *rebbe* des cours hassidiques (Gur, Vishnitz…) et les chefs des grandes académies religieuses (Ponevezh, Mir…) firent l'union sacrée dès 1912 avec la fondation du parti Agoudat Israël. Peu à peu les ultra-orthodoxes (*haredim*) abandonnèrent leur antisionisme de principe pour adopter un a-sionisme plus neutre. Cette mutation s'imposait, les ultra-orthodoxes ayant compris que pour défendre efficacement leurs communautés, ils devaient trouver des accommodements avec l'Etat, et donc participer régulièrement aux coalitions gouvernementales (ce qui est le cas depuis 1977 avec l'arrivée au pouvoir du Likoud).

Aujourd'hui, comme hier, leurs demandes sont pour l'essentiel de trois ordres. D'abord, il s'agit de garantir le flux régulier d'argent public pour leurs institutions éducatives et religieuses, mais aussi pour compenser par des aides diverses un taux d'employabilité faible (seule la moitié des *haredim* travaillent). Les besoins sont en effet immenses du fait de la croissance démographique continue de l'ultra-orthodoxie qui compte désormais 1,280 000 âmes, soit 12 % de la population israélienne (avec les citoyens arabes), mais 20% de la population juive. Les projections à 2040 indiquent un plus que doublement de la population

[7] Yoav Peled & Horit Herman Peled: *The Religionization of Israeli Society*, Routledge, 2020, p. 18.

ultra-orthodoxe (2,837 M.), soit 20% de la population israélienne, mais 35% de la population juive. 25% des écoles primaires et secondaires où l'enseignement porte essentiellement sur des matières religieuses relèvent du système scolaire ultra-orthodoxe[8].

Ensuite, l'obsession des ultra-orthodoxes est d'assurer la pérennité de l'exemption du service militaire dont ils bénéficient depuis la fondation de l'Etat. Les jeunes femmes et hommes juifs sont appelés sous les drapeaux respectivement pour 32 et 24 mois, puis effectuent, pour les hommes, des périodes de réserve pouvant aller d'environ un mois par an (jusqu'à l'âge de 40 ans pour les soldats du rang)[9]. Les ultra-orthodoxes bénéficient depuis 1948 d'une exemption de service militaire parce qu'ils étudient la Torah. Problème : dans les années cinquante, ils étaient quelques centaines de personnes ; aujourd'hui, ils sont plusieurs milliers. Cette dispense est de plus en plus mal vécue par les Israéliens laïcs et la Cour suprême a demandé en 2017 au gouvernement, au nom de l'égalité, de faire voter une loi sur la conscription qui augmenterait le nombre de jeunes *haredim* devant effectuer leur service militaire. Depuis, les représentants de l'ultra-orthodoxie ont déployé, avec un succès indéniable, une stratégie systématique visant à entraver toute réforme significative en ce sens.

Enfin, les leaders de l'ultra-orthodoxie s'attachent à renforcer la place du judaïsme dans la société en restreignant par exemple la distribution de permis de travail et l'ouverture des commerces le shabbat. Ils ont œuvré en mars 2023 pour que la Knesset vote une loi sur le levain (hametz) qui permet aux directeurs d'hôpitaux d'interdire dans leurs établissements, pendant la période de la Pâque, l'entrée de produits alimentaires à base de levain (que les juifs ne sont pas censés consommer durant cette semaine pascale). Même si l'application de cette loi sera certainement délicate, elle révèle clairement une intention: celle de marquer davantage l'espace social de l'empreinte du judaïsme.

L'ultra-orthodoxie est un monde à part qui a une forte capacité de mobilisation puisque les rabbins ont une autorité incontestée sur leurs ouailles. Le vote y est massivement communautaire. Ainsi, dans la grande ville de Bnei Brak, près de deux tiers des voix (plus de 52000) se sont portés sur la liste JUT tandis qu'à Modi'in Illit JUT a obtenu près de 80% des suffrages (20600) aux élections législatives de 2022. A Jérusalem, la liste JUT est arrivée première avec près de 24% des voix (63000).

---

[8] Ces données proviennent des rapports statistiques sur l'ultra-orthodoxie de l'Israel Democracy Institute : https://en.idi.org.il/haredi/2022/

[9] Les jeunes hommes appartenant aux minorités druze et circassienne effectuent également leur service militaire.

Les traditionalistes sépharades

La troisième composante religieuse de la coalition est le parti Shas (« Séfarades gardiens de la Torah ») A première vue, cette formation appartient au monde de l'ultra-orthodoxie: le leadership du parti provient des académies religieuses ultra-orthodoxes ; son programme est axé sur une défense vigoureuse de la religion juive ; il développe un message de type revivaliste, insistant sur le nécessaire retour des Sépharades à une pratique rigoriste du judaïsme. Pourtant, à l'inverse du JUT dont l'audience ne dépasse pas la limite des ghettos volontaires des ultra-orthodoxes, le Shas s'attache aussi à recueillir un écho au-delà du cercle étroit des "hommes en noir" en valorisant "l'ethnicité orientale" censée avoir été systématiquement dévalorisée par un Israël dominé par les élites ashkénazes laïques. Cette dualité du Shas est clairement repérable à travers les résultats électoraux. Si les 30% de voix obtenues à Bnei Brak et les 18% obtenues à Jérusalem proviennent en grande partie d'ultra-orthodoxes sépharades, il en va tout autrement des villes dites de développement, installées dès les années 1950 à la périphérie du territoire israélien pour accueillir les nouveaux immigrants originaires d'Afrique du nord et du Moyen-Orient. Dans des municipalités comme Kyriat Malakhi et Beit Shean, le Shas obtient le score, respectivement de 20% et 25%, grâce aux votes de Juifs sépharades traditionnalistes qui continuent de manifester, par une sorte de fidélité familiale, un respect pour la tradition religieuse dont ils observent, de façon sélective, certains rites (cacherout, fréquentation relativement régulière de la synagogue, etc.). Cette catégorie, à la fois large et « informe », de Sépharades traditionnalistes constitue le gros du vote Shas (les 2/3).

Le double positionnement du Shas transparaît clairement dans les accords de coalition qui récapitulent les engagements pris par le Likoud pour s'assurer le soutien du parti sépharade. D'un côté, on y trouve des demandes identiques à celles du JUT : maintien, voire renforcement de la non-mixité, dans certains espaces publics et dans les transports ; augmentation des financements pour les écoles ultra-orthodoxes sans modification des programmes pour y inclure davantage de matières séculières (maths, sciences physiques et naturelles, anglais…) ; extension de la compétence des tribunaux rabbiniques à certaines affaires civiles….D'un autre côté, beaucoup de dispositions ont une évidente portée sociale destinée à l'électorat populaire sépharade : développement des transports publics et de l'accès aux soins dans les zones périphériques ; aide alimentaire pour les familles nécessiteuses ;

lancement d'un plan de construction de logements….Que Shas s'adresse à deux publics différents est particulièrement net sur la question du service militaire. D'une part, il souhaite graver dans le marbre l'exemption de service pour les ultra-orthodoxes ; d'autre part, il défend l'augmentation de la solde pour les conscrits et l'octroi de divers avantages pour les anciens soldats (« passerelles » vers des études universitaires), mesures dans lesquelles son électorat traditionnaliste et patriote se retrouve pleinement.

Conclusion

Quel impact cette vitalité de la subculture religieuse a-t-elle pour la démocratie israélienne ? Les enquêtes régulières menées par le Israel Democracy Institute ne laissent guère de doute : la valorisation excessive de la judéité au sein de l'État ouvre la voie à la relativisation de la démocratie. Dans un Etat qui se définit officiellement comme « juif et démocratique », les ultra-orthodoxes et les sionistes religieux adhèrent prioritairement à la dimension juive de l'État (85 % et 77 %, respectivement). Les traditionalistes étaient, jusqu'en 2018, une majorité (57,5%) a considéré qu'Israël devait préserver sa dualité comme Etat juif et démocratique. Désormais, ils sont une majorité (52%) à tenir la dimension juive pour plus importante. Seuls les Juifs séculiers privilégient la dimension démocratique (51%) ou définissent Israël comme juif et démocratique (31 %) [10] .

Deux visions de l'avenir d'Israël se font ainsi face. Celle qui a aujourd'hui le vent en poupe est religieuse et identitaire. Elle fait face à une vision plus laïque et universaliste qui, les manifestations récentes contre la réforme de la justice l'ont montré, continue d'avoir des défenseurs nombreux et ardents. Mais ces partisans d'une société plus ouverte sont désormais sur la défensive, même s'ils n'ont pas dit leur dernier mot[11].

Alain Dieckhoff est directeur de recherche au CNRS et directeur du CERI-Sciences Po.

Dernière publication *: Israël-Palestine. Une guerre sans fin ?* Armand Colin, 2022.

[10] Tamar Hermann, *The Israeli Democracy Index 2022*, Jerusalem, The Israel Democracy Institute, 2022, p. 106.

[11] Alain Dieckhoff : « Israël, une démocratie contrastée », *Questions internationales*, n°113-114, Mai-août 2022, p. 46-52.